



**DEMANDE DE DEVIS VALANT LETTRE DE CONSULTATION ET DESCRIPTIF TECHNIQUE  
PROCEDURE ALLEGEE INFERIEURE A 40 000 € HT**

Date de la demande :11/02/2026

Par la présente, nous souhaiterions vous soumettre le besoin ci-dessous. Vous êtes libres de nous transmettre votre offre pour la prestation/produit décrit ci-après :

**Identité du contrat**

Type de contrat : Fourniture, déploiement, maintenance d'une solution de web et d'audio conférence pour les classes virtuelles, avec formation et conduite du changement auprès des équipes pédagogiques

Type de procédure : Procédure simplifiée

Catégorie : fournitures

**Identité acheteur :**

CCI France  
CFDE  
8-10 rue Pierre Brossolette  
CS 90166  
92309 Levallois-Perret Cedex

**Description du besoin**

Objet : Fourniture, déploiement, maintenance d'une solution de web et d'audio conférence pour les classes virtuelles, avec formation et conduite du changement auprès des équipes pédagogiques

Lieu : en présentiel à Levallois-Perret ou en distanciel

Description des prestations attendues - voir cahier des charges

**Négociation** : CCI France se réserve de la possibilité de négocier ou d'attribuer le marché sur les bases des offres initiales sans négociations.

**Critères de sélection des offres et des pondérations associées**

☞ Prix total : 70 %

☞ Valeur technique :30 %

**Pièces à remettre par le candidat :**

- Un mémoire technique répondant aux spécifications du besoin,
- Une offre financière avec la décomposition des coûts associés,
- Un RIB,
- Un extrait K-bis ou autre document équivalent,
- Une attestation de vigilance de l'URSSAF de moins de 6 mois (<http://www.net-entreprises.fr/inscription.htm>)
- Une attestation de régularité fiscale de moins de 6 mois (<https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F23384>)

**Date limite de réponse** : 11/03/2026 à 12H00

## CONDITIONS PARTICULIERES D'ACHAT DE CCI FRANCE

### 1 • CHAMP D'APPLICATION

Les conditions particulières d'achat de CCI France, sont applicables aux achats de fournitures, de services et de travaux.

Elles se substituent aux conditions générales ou particulières de vente figurant dans les documents envoyés par le fournisseur.

Elles sont complétées par le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable à raison de la nature de la prestation, à savoir :

- ☐ CCAG Fournitures courantes et Services,
- ☐ CCAG Travaux,
- ☐ CCAG Prestations Intellectuelles
- ☐ CCAG TIC.

Tous les CCAG sont consultables sur [www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr).

### 2 • DISPOSITIONS D'ORDRE PUBLIC

Le fournisseur, et le cas échéant ses éventuels sous-traitants, sont soumis dans l'exécution du présent contrat aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail.

Le fournisseur doit être en règle au regard de ses obligations sociales et fiscales pendant la durée d'exécution du contrat.

En application de l'article L. 8222-3 et suivants du code du travail, CCI France se verra remettre, tous les six mois à compter de la notification du bon de commande jusqu'à la fin de son exécution, les documents mentionnés au D. 8222-5 du même code.

### 3 • SOUS-TRAITANCE au sens de la loi du 31/12/1975

Le fournisseur est habilité à sous-traiter pour partie son contrat dans les conditions prévues au code des marchés publics. L'entreprise sous-traitante doit obligatoirement être agréée et ses conditions de paiement agréées par CCI France, sous peine de résiliation.

### 4 • PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'ensemble des droits de propriété intellectuelle (comprenant notamment les droits patrimoniaux d'auteur de reproduire, de distribuer, de représenter, de modifier sur quelque support que ce soit et sans limitation de nombre) portant sur les « résultats », à savoir tous les éléments quels qu'en soient la forme, la nature et le support tels que études, charte graphique, visuels, photos, dessins, vidéos, musiques, logiciels, codes sources, données, etc. et réalisées dans le cadre de la commande, sont cédés de façon exclusive et au fur et à mesure de leur réalisation au profit de CCI France, à titre gracieux, pour la durée légale de protection des droits et pour le monde entier.

Pour le cas où les résultats sont des bases de données, il est expressément convenu que seule CCI France a la qualité de producteur de base de données au sens de l'article L. 341-1 du Code de la Propriété Intellectuelle, et qu'elle détient seule tous les droits y afférents.

Le fournisseur garantit CCI France de toute action de tiers résultant de violations des droits de propriété intellectuelle qui porteraient sur les résultats, produits et/ou services, et est responsable, vis-à-vis de CCI France, de tout dommage qui en résulterait, en ce compris les frais d'assistance juridique. En outre, le fournisseur s'engage à adapter/remplacer à ses frais les résultats, produits et/ou services qui violeraient les droits de propriété d'un tiers. CCI France se réserve également le droit de résilier la commande.

### 5 • DONNÉES PERSONNELLES

Dans le cadre de la réalisation de la commande, le fournisseur qui a accès ou traite des données individuelles est tenu au respect de la législation en vigueur sur la protection des données à caractère personnel et assure un niveau de sécurité adéquat de manière à en garantir l'intégrité et la sécurité. Ce niveau de sécurité doit être conforme à la réglementation en vigueur en France et en particulier à la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée dite Loi Informatique et Libertés.

### 6 • CONFIDENTIALITÉ

Le fournisseur est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et de celui de ses éventuels sous-traitants, au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, illustrations, dont il a ou aura eu connaissance au titre de l'exécution de la commande.

### 7 • ASSURANCES

Le fournisseur et ses éventuels sous-traitants doivent pouvoir justifier à tout moment et sur simple demande de CCI France avoir contracté une assurance garantissant leur responsabilité.

### 8 • DEMARRAGE DE LA PRESTATION

La commande, valant marché, est notifiée au fournisseur par tout moyen. Les parties acceptent la valeur juridique des envois par courriel et par fax.

La réception par le fournisseur de la commande vaut ordre de démarrage de la prestation. La prestation devra être exécutée dans les délais indiqués sur le bon de commande.

### 9 • STOCKAGE, LIVRAISON ET ADMISSION

Le stockage est à la charge exclusive du fournisseur. La marchandise est acheminée jusqu'au lieu de livraison indiqué sur la commande à ses seuls frais et risques.

Les livraisons sont effectuées franco de port et d'emballage aux lieux et pendant les périodes horaires mentionnées sur le bon de commande. Toutes les livraisons doivent être accompagnées d'un bordereau de livraison contenant le numéro de commande, la désignation et la quantité des marchandises livrées.

La prestation ou la livraison est admise après qu'un contrôle qualitatif et quantitatif a été opéré par le représentant de CCI France dans les conditions prévues au CCAG correspondant. Le délai de garantie légal ou contractuellement consenti par le fournisseur court à compter de la date d'admission.

La réception des travaux se fait dans les conditions prévues au CCAG Travaux.

### 10 • PENALITES DE RETARD

Par dérogation aux CCAG, le non-respect des délais annoncés entraîne, sans mise en demeure préalable, l'application de pénalités d'un montant correspondant à 5% de la valeur HT du bon de commande par jour de retard.

### 11 • PRIX ET FACTURATION

Les prix indiqués en euros sur la commande sont fermes et non révisibles.

Si le fournisseur souhaite obtenir un acompte et que cela figure dans son devis CCI France procédera au paiement de celui-ci avant tout commencement d'exécution.

Chaque facture est transmise à l'adresse suivante : CCI France - Nom de la direction figurant sur le recto du bon de commande - 8-10 rue Pierre Brossollette - CS 90166 - 92309 Levallois-Perret Cedex. Outre les mentions légales, la facture devra comporter, **obligatoirement, sous peine de rejet**, le numéro de l'engagement de dépense ou de la commande, l'objet ainsi que le détail des prestations réalisées et/ou les quantités livrées.

### 12 • DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

CCI France s'engage à payer le fournisseur dans les 30 jours suivant la réception de la facture, sous réserve du service fait et du respect des mentions figurant à l'article 11 du présent document.

### 13 • RESILIATION

CCI France peut, à tout moment, résilier la commande de plein droit pour un motif d'intérêt général, en cas d'inexécution, de défaillance, de non-respect d'une ou de plusieurs prescriptions du bon de commande.

### 14 • REGLEMENT DES LITIGES

Dans le cas où un accord ne pourrait être trouvé après une tentative de règlement à l'amiable, le litige serait porté devant le tribunal administratif de Paris.